

[print](#)

Le Mexique dévasté par les réformes

De [André Maltais](#)

Global Research, octobre 28, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-mexique-devaste-par-les-reformes/5355820>

Après le choc de la guerre contre la drogue, responsable de 100 000 morts au cours des sept dernières années, le Mexique subit un bombardement de réformes destructrices. Celles-ci accélèrent la recolonisation du pays et fragilisent encore davantage une population qui souffre des politiques imposées sans discontinuer par les gouvernements corrompus successifs du PRI (*Parti révolutionnaire institutionnel*) et du PAN (*Parti d'action nationale*), depuis plus de 30 ans.

Au printemps 2012, alors que se précisait le retour au pouvoir du PRI, le futur président mexicain, Enrique Peña Nieto, proposait à l'ensemble de la classe politique un « *Pacte pour le Mexique* » dont le but était de changer radicalement l'image du pays de zone de guerre en modèle économique de libre-échange.

Signé par les trois principaux partis politiques, incluant le PRD (*Parti révolutionnaire démocratique*), jadis considéré comme parti de gauche, le pacte génère maintenant un train de quatre réformes majeures en matière de travail, d'éducation, d'énergie et de fiscalité.

L'ensemble, qui n'est pas réellement débattu au Congrès puisque tous les partis en approuvent le contenu, répond à des recommandations de longue date du FMI et de l'OCDE, et frappe de plein fouet les intérêts des classes moyennes et populaires.

La réforme du travail a été la première à être approuvée, sans grande résistance, quelques jours avant l'investiture de Peña Nieto, le 1^{er} décembre 2012.

Elle réduit pourtant à presque rien la sécurité d'emploi des travailleurs mexicains, en généralisant l'emploi temporaire et à temps partiel et en facilitant les congédiements. De plus, elle baisse le salaire minimum à 0,60 \$ l'heure, durcit l'accès des travailleurs à la sécurité sociale, et complique la création et le renforcement de syndicats authentiques.

Cette réforme, explique l'avocat du travail, Hector de la Cueva, a été présentée en premier parce que les syndicats mexicains sont faibles, que l'État bénéficie de la complicité du vieil appareil syndical corporatif, et qu'une fois adoptée par le Congrès et le Sénat, l'insécurité économique qui en découle pour les travailleurs affaiblit encore davantage leur capacité de résistance collective.

Un travailleur sans filet de sécurité et promené d'emploi en emploi, continue De la Cueva, devient évidemment plus pessimiste, individualiste et difficile à organiser.

C'est au printemps 2013 que la réforme de l'éducation a ensuite été présentée. Elle est liée à celle du travail, affirme, pour sa part, le chercheur en éducation, Hugo Aboites, car elle met aussi fin à la sécurité d'emploi des enseignants.

La mesure prévoit, en effet, que les salaires, promotions, embauches, et jusqu'aux permanences d'emploi des professeurs, seront conditionnels à la réussite d'un test standardisé que devront passer tous les enseignants mexicains. Elle instaure également l'autonomie de gestion des écoles et la possibilité pour celles-ci d'aller chercher du financement dans le secteur privé.

Pour la journaliste états-unienne indépendante, Dawn Paley, le gouvernement mexicain se cache derrière des arguments comme l'amélioration de la qualité dans les écoles pour y implanter une vision corporative, autant pour les conditions de travail des enseignants que des programmes d'enseignement.

En décembre 2012, rappelle-t-elle, le FMI renouvelait au Mexique une ligne de crédit de 73 milliards de dollars, en même temps qu'il pressait le gouvernement de réformer le système d'éducation mexicain.

Les enseignants demandent que l'évaluation tienne compte du contexte social et économique dans lequel ils travaillent. Ils dénoncent des critères d'évaluation conçus par le milieu des affaires, loin de la réalité socio-économiques de la majorité des enfants du pays.

Ceux qui proposent la qualité de l'éducation, disent-ils, sont les mêmes qui imposent le néolibéralisme à notre peuple et à ses enfants avec les dommages qu'il entraîne : enfants mal nourris et fatigués, qui doivent travailler, avant et après l'école, familles désemparées, parents séparés, individualisme et violence.

Avec cette réforme, dit Aboites, le gouvernement prive les innombrables familles pauvres du pays du seul atout qu'elles peuvent léguer à leurs enfants, et de l'un des seuls héritages encore intacts de la Révolution mexicaine : l'éducation publique.

Celle-ci se bornera dorénavant à former de futurs travailleurs peu coûteux pour les entreprises états-uniennes installées au Mexique ; des jeunes sachant l'anglais et l'informatique et empreints des valeurs individualistes et capitalistes.

La troisième réforme, annoncée en août dernier, modifie les articles 27 et 28 de la Constitution mexicaine pour ouvrir le pétrole et l'électricité au secteur privé étranger.

Ainsi, PEMEX, pétrolière nationale depuis 1938 et quatrième entreprise productrice de pétrole mondiale, conserve les puits existants jusqu'à leur épuisement. Mais les nouveaux puits seront offerts aux multinationales étrangères (lire états-uniennes), qui ne devraient pas cracher dessus compte tenu qu'un baril de pétrole coûte 6,50 \$ à produire et se vend à plus de 100 \$.

La réforme de l'énergie, dit Heberto Barrios, ingénieur et membre du *Center for Energy Studies*, c'est le piratage de nos revenus pétroliers par des intérêts privés étrangers. Elle amputera de plus du tiers les revenus de l'État mexicain et affectera considérablement les services qu'il dispense à la population. Aux États-Unis et à l'étranger, cette réforme est appelée «*la mère de toutes les réformes*».

Pour un, le sénateur états-unien ultra-conservateur, Henry Cuellar, s'en réjouissait, le 12 septembre dernier, dans les pages du quotidien mexicain *Reforma*. L'ouverture du secteur énergétique mexicain aux investissements étrangers, déclarait-il, convertira l'Amérique du Nord en un nouveau Moyen-Orient.

Ensemble, le Canada (sables bitumineux), les États-Unis (boum du gaz de schiste) et le Mexique (PEMEX) deviennent la région du monde qui produit le plus de pétrole et de gaz, ce qui assure pratiquement aux États-Unis leur autosuffisance énergétique.

La réforme énergétique appelle évidemment une quatrième réforme, celle de la fiscalité, qui oblige le gouvernement à compenser l'immense perte de revenus apportés par PEMEX, en allant chercher des impôts dans les poches de tous les Mexicains, surtout ceux de la classe moyenne.

Cette réforme fiscale prévoit, entre autres, l'augmentation de la TVA sur les

médicaments, les aliments et autres biens essentiels, dans un pays où la moitié de la force de travail œuvre dans le secteur informel, et où il n'est presque pas question que les riches paient des impôts!

Pour l'anthropologue et activiste Gilberto Lopez Rivas, la classe politique est certaine de pouvoir réaliser les réformes, malgré une forte résistance populaire attendue qui, pour le moment, se limite surtout à celle des enseignants.

Dès le printemps dernier, la *Coordination nationale des travailleurs de l'éducation*(CNTE) s'est mobilisée contre la réforme de l'éducation, principalement dans les États du Guerrero, Michoacan et Oaxaca. Mais, c'est en septembre qu'elle frappe un grand coup quand des enseignants venus des quatre coins du pays installent un « camp de réfugiés » en plein centre-ville de Mexico, mettant en péril, selon les grands médias, le droit fondamental de conduire sa voiture sans obstruction!

Pendant trois semaines, les enseignants ont montré un courage exemplaire, selon Lopez Rivas, se battant seuls, et dans des conditions hygiéniques précaires, contre une dictature médiatique, qui les a lynchés quotidiennement.

Dans une analogie avec les dictatures latino-américaines des années 1970, l'activiste mexicain impute à la militarisation du pays les faiblesses d'une résistance qui, pour l'instant, estime-t-il, est loin d'être à la hauteur des terrifiantes dévastations qu'annoncent ces réformes.

André Maltais

Copyright © 2013 Global Research